

Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN.

Ce CDEN doit acter la carte scolaire prévue par Monsieur le Directeur Académique dans le cadre des restrictions budgétaires prévues par le Ministre ATTAL.

Le contexte était déjà extrêmement tendu car lors de la grève du 1er février avec la manifestation qui a eu lieu devant la DSDEN, nous nous sommes heurtés à un mur car nous n'avons même pas pu rentrer sur le parking de la DSDEN et n'avons été reçus par aucun responsable. Selon, le Directeur académique, personne ne pouvait être disponible et l'ouverture du portail était impossible à cause vigipirate...

Pour revenir à la carte scolaire, c'est intenable ! La preuve, des centaines de manifestants devant la DSDEN, des enseignants, des parents des élus qui ne veulent pas de cette politique d'austérité.

Il n'y a jamais eu autant de mobilisations dans l'Yonne et cela s'explique : la réalité sur le terrain rend cette carte scolaire impossible.

Partout les besoins en personnels sont criants. Se cacher derrière une réalité démographique, c'est occulter toutes les revendications des collègues, des parents et des élus. Partout ces choix sont incompris et mettent les écoles dans un fonctionnement plus que dégradé.

L'intersyndicale a du batailler pour que les équipes et les écoles concernées soient reçues. Lors de cette audience personne n'a été convaincu du bien fondé de ces fermetures. Par ailleurs, les collègues ont ressenti un accroissement des pressions pour qu'il n'y participe alors qu'ils y sont tout à fait légitimes. Les inspecteurs de l'éducation nationale et de surcroît le Directeur Académique ne peuvent empêcher les collègues de se sentir concernés par la défense de leur école contre une fermeture de classe.

Je vais vous lire la motion de l'école de Nuit sous Ravières et une lettre des parents de l'école Saint André à Joigny. Cette motion, elle est déclinable partout : plus d'effectifs et moins de moyens, inclusion scolaire systématique et forcée.

Les seules réponses que le ministère donne aux collègues c'est des contre-réformes qui n'améliorent en rien la situation sur le terrain et exercent une pression sur les collègues. Loi Rilhac, évaluations d'écoles, Pacte enseignant, acte 2 de l'école inclusive, aucune de ces mesures ne correspond aux revendications des enseignants et des AESH.

Le « choc des savoirs » s'inscrit dans une parfaite continuité avec les « réformes » du collège, du lycée et du baccalauréat dans la destruction du système français d'enseignement. La mise en place des groupes de niveaux confirme la suppression de l'heure de Technologie en 6^{ème} et dégrade un peu plus les conditions dans lesquelles sont délivrés les enseignements disciplinaires. En effet, comme l'application se fait à moyens constants, on réduit ou on supprime les dédoublements, on charge les groupes de langues pour « financer », c'est le terme utilisé et il est révélateur, des « groupes » en français et mathématiques en 6^e et en 5^e.

Ces groupes, présentés comme la solution idéale pour relever le niveau de des élèves, sont en réalité une aberration pédagogique : exit l'hétérogénéité, même effectif qu'une classe, mise en barrette d'au moins 3 classes sur 4,5h, le tout sur 2 niveaux, d'où des EDT particulièrement acrobatiques à élaborer comme à pratiquer, surtout si on rajoute le paramètre du quota d'HSA imposé à chaque établissement. L'épuisement rapide des personnels comme des élèves est largement prévisible.

Les personnels ne veulent pas de ces groupes, et sont découragés de voir que l'Education Nationale elle-même empêche ses agents de travailler correctement et leur demande toujours plus d'énergie et de travail pour des expérimentations farfelues et destructrices à grande échelle. La plaisanterie ne fait rire personne.

Ce qu'ils veulent, ce sont des classes à taille humaine, dans lesquelles l'enseignant peut être attentif à ses élèves, avoir une vraie liberté pédagogique, et se concentrer sur le cœur de son métier : transmettre et faire progresser. Ce que les enseignants de français et mathématiques veulent c'est aussi un horaire disciplinaire plus élevé, qui permette aux élèves d'assimiler et de pratiquer, et non des miettes toujours plus réduites pour saupoudrer le savoir. Voilà qui rehausserait le niveau de nos élèves. Et sans complication.

Dans le 93, les enseignants se réunissent, reconduisent la grève et demandent un plan spécial pour sauver l'éducation nationale dans leur département. Leurs demandes sont les nôtres, il faut non seulement sauver le 93 mais élargir au niveau national ce mouvement légitime. Nous porterons leurs revendications lors de la grève de la fonction publique du mardi 19 mars.

Le boycott de CDEN doit vous interroger sur le nombre de postes à rendre. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'avoir une baisse de moyens sur le terrain.